

Questions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): ... et nous allons maintenant céder sur le Pacte de l'automobile. Le premier ministre et son ministre n'ont rien obtenu en échange pour le Canada tout au long de ces négociations.

Le premier ministre va-t-il dire aux Canadiens qu'il est prêt à rompre les négociations si les États-Unis refusent de laisser de côté le Pacte de l'automobile, de le laisser en dehors de ces négociations sur le libre-échange?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député a commencé par dire que nous étions en train de renégocier le Pacte de l'automobile. Il a évoqué, à l'appui de ses dires, un article de la Presse canadienne disant que la question de l'automobile serait mise sur le tapis.

M. Turner (Vancouver Quadra): Eh bien?

M. Mulroney: Eh bien, dit le député. Ce n'est pas du tout la même chose. En fait, le député vient de contredire sa première question. Les américains ont déclaré vendredi soir qu'ils avaient l'intention de nous présenter des propositions au sujet de l'automobile.

Une voix: Lesquelles?

M. Mulroney: Comme l'a dit la ministre, si ces propositions sont avantageuses pour nous, si elles permettent d'accroître l'emploi au Canada ainsi que les débouchés, nous les examinerons. Voilà le but de ces négociations. Nous n'avons rien dit ou fait lors de ces négociations qui ne corresponde aux opinions que le ministre ou moi-même avons exprimées au nom du gouvernement.

Nous chercherons à conclure un accord commercial global dans l'intérêt du Canada. S'il permet de créer des emplois dans nos régions, d'accroître la justice et la prospérité, nous l'examinerons sérieusement. Si ce n'est pas le cas, comme je n'ai cessé de le dire depuis le départ, nous ne concluons pas d'accord. Nous estimons que nous devons tenter de conclure un accord qui augmentera la prospérité du Canada.

Des voix: Bravo!

LA DÉCLARATION DE LA MINISTRE—L'AVENIR DES
TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas profité de l'occasion qu'il avait à la Chambre de nier que l'accord sur l'automobile était bel et bien visé par les négociations. Plusieurs premiers ministres provinciaux ont souligné que c'était là ce que leur avait dit le premier ministre, hier, au cours de leur rencontre.

[Français]

Le 23 juin, la ministre du Commerce extérieur a déclaré, et j'emploie ses paroles à elle: «Nous n'entendons pas modifier le Pacte de l'automobile», alors que, aujourd'hui, le gouvernement reste vague—c'est le mieux que je puisse dire—à ce sujet-là. Cela veut-il dire que les travailleurs dans l'industrie de l'automobile devraient subir le même sort que les travailleurs dans l'industrie du bois d'oeuvre ou ceux dans l'industrie de la potasse?

• (1425)

[Traduction]

Les travailleurs de l'automobile vont-ils ainsi connaître le même sort que les travailleurs du bois et les pêcheurs ainsi que les travailleurs de l'industrie de la potasse?

[Français]

Est-ce que le premier ministre veut si désespérément conclure une entente avec les États-Unis qu'il est prêt à sacrifier n'importe qui pour ce résultat?

[Traduction]

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce raisonnement est difficile à suivre, alors que l'OCDE vient tout juste d'annoncer que le Canada est le pays industrialisé où la croissance économique est la plus forte.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: C'est encore davantage étrange lorsqu'on songe qu'en moins de trois ans, notre gouvernement a créé plus de 900 000 nouveaux emplois dont 417 000 en Ontario, en grande partie grâce à l'appui considérable que nous apportons à l'accord sur l'automobile et aux initiatives que nous prenons, afin de défendre l'industrie automobile.

En ce qui a trait aux perspectives d'emploi, mon très honorable collègue souhaite peut-être me faire part de certains renseignements. Je ne peux que me reporter aux données objectives à notre disposition. Ainsi, selon le Conseil économique du Canada, la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis pourrait permettre de créer plus de 350 000 nouveaux emplois au Canada, surtout, notamment, dans des régions comme Terre-Neuve, l'intérieur de la Colombie-Britannique, les Prairies et le nord du Québec où les emplois font cruellement défaut. Le taux de chômage n'est plus que de 5,8 p. 100 en Ontario et nous espérons que toutes les régions du pays pourront profiter de ce genre de prospérité.

LA DISCUSSION DES QUESTIONS DE L'AUTOMOBILE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. On peut lire dans une dépêche de la Presse canadienne:

Les négociateurs américains ont averti officiellement qu'ils avaient l'intention de discuter des questions de l'automobile dans les entretiens sur le libre-échange avec le Canada, comme l'a confirmé aujourd'hui un fonctionnaire fédéral.

Tim Ralfe, porte-parole de la ministre du Commerce, Pat Carney, a déclaré que l'équipe américaine de négociations a soulevé la question vendredi soir au moment où se terminaient à Washington deux jours d'entretiens avec les responsables canadiens.

Comment les États-Unis peuvent-ils discuter avec le Canada des questions de l'automobile sans parler en même temps directement ou indirectement de l'accord canado-américain sur l'automobile? Il est certes impossible de discuter des questions portant sur l'automobile entre nos deux pays sans parler de l'accord sur l'automobile. Pourquoi le premier ministre ne l'admet-il pas et ne déclare-t-il pas maintenant qu'il va insister pour que l'accord sur l'automobile ne soit pas discuté à la table des négociations, directement ou indirectement? Pourquoi le premier ministre ne prend-il pas maintenant la défense du Canada et des travailleurs canadiens?